

Débats des Communes

QUATRIÈME SESSION—NEUVIÈME PARLEMENT

CHAMBRE DES COMMUNES.

MERCREDI, 6 juillet 1904.

M. l'ORATEUR ouvre la séance à trois heures.

CONCESSION TREADGOLD.

Le très honorable sir WILFRID LAURIER (premier ministre) : Comme je suis obligé de m'absenter dans une couple de minutes, je demande l'indulgence de la Chambre pour appeler son attention sur une question au sujet de laquelle mon honorable ami, le chef de l'opposition, a demandé certains renseignements hier, je veux parler du rapport de la commission chargée de faire une enquête sur la concession Treadgold. Il y a quelque temps, la Chambre a appris que les concessionnaires avaient abandonné leurs privilèges et demandaient d'être relevés des obligations de leurs contrat et que le gouvernement s'était rendu à cette demande. Mon collègue, l'honorable secrétaire d'Etat, a averti de ce fait M. le juge Britton en lui laissant entendre qu'il n'avait pas besoin de faire de rapport. M. Scott avait agi avant d'avoir consulté le conseil des ministres et, quand ce dernier fut saisi de cette affaire, l'attitude de M. Scott ne fut pas approuvée. On avertit immédiatement M. le juge Britton de considérer la lettre de M. le secrétaire d'Etat comme non avenue et comme si elle n'avait pas été écrite; en conséquence, nous attendons un rapport de M. le juge Britton sur cette question.

M. R. L. BORDEN : Le très honorable premier ministre peut-il fournir quelques renseignements à la Chambre quant à la date où nous pouvons espérer recevoir ce document ?

Sir WILFRID LAURIER : Nous sommes actuellement en communication avec M. le juge Britton et je pourrai peut-être répondre demain à la question de mon honorable ami.

DEMISSION DU LIEUTENANT-COLONEL GREGORY—DEMANDE DE DOCUMENTS.

M. R. L. BORDEN : Monsieur l'Orateur, avant que la Chambre passe à l'ordre du jour, je voudrais savoir quand nous pour-

rons avoir les documents se rapportant à la démission du lieutenant-colonel Gregory? On a parlé de ces documents au cours d'un débat qui a eu lieu ici, la semaine dernière; dans cette circonstance, l'honorable ministre de la Milice (sir F. Borden) a annoncé qu'il n'avait aucune objection à déposer ces écrits sur le bureau de la Chambre, et qu'il le ferait immédiatement.

Sir WILFRID LAURIER : Je signalerai ce fait à l'attention de mon honorable ami, M. le ministre de la Milice, qui pourra répondre demain à la question de l'honorable leader de l'opposition.

TARIF DE FAVEUR.

M. R. L. BORDEN : J'aimerais savoir si le gouvernement a ou non l'intention de présenter un projet de loi basé sur la proposition de l'honorable député de Cumberland (M. Logan) laquelle a été adoptée, il y a dix jours, par un vote unanime de la Chambre.

Sir WILLIAM MULOCK : Je consulterai les membres du gouvernement sur la question de l'honorable leader de la gauche, et je pourrai y répondre demain.

M. R. L. BORDEN : Mais l'honorable ministre est lui-même le gouvernement. J'attendais une réponse de sa part.

Sir WILLIAM MULOCK : Je ne suis qu'un membre très humble du gouvernement.

SUBSIDES—LETTRE DE M. W. T. R. PRESTON AU SUJET DE LA DEMISSION DE LORD DUNDONALD.

L'honorable M. H. R. EMMERSON (ministre des Chemins de fer et Canaux) : Je propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. E. F. CLARKE : Monsieur l'Orateur, avant que cette motion soit adoptée, je voudrais appeler l'attention du gouvernement sur une lettre publiée dans le "Times", de Londres, en date du 18 juin, et signée par M. W. T. R. Preston. Si je ne me trompe, ce dernier est le commissaire d'immigration du Canada, à Londres même. Je désirerais obtenir du gouvernement quelques renseignements au sujet de cet écrit; je demanderais au gouvernement s'il approuve cette